

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin juin 2021 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

-2,5% ▼

65 800 lgts

+8,6% ▲

387 600 lgts

Logements autorisés

Situation à fin juin 2021 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

+1,6% ▲

69 500 lgts

+5,2% ▲

433 400 lgts

Commercialisation

Réservations de logements (indiv. + coll.)

Au 2^e trimestre 2021 (évol 1an)

+15,3% ▲

7 225 lgts

+39,9% ▲

30 162 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 2^e trimestre 2021 (évol 1an)

+5,4% ▲

23 423 lgts

-6,8% ▼

94 544 lgts

Prix des logements collectifs

Au 2^e trimestre 2021 (évol 1an)

+3,1% ▲

5 230 €/m²

+1,8% ▲

4 402 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Bâtiment non résidentiel - construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin juin 2021 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+6,1% ▲

3 191 mill. m²

-3,2% ▼

24 803 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin juin 2021 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

-15,3% ▼

4 034 mill. m²

+1,5% ▲

36 354 mill. m²

Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en volume

Au 1^{er} trimestre 2021 (évol 1an)

+9,5% ▲

+9,9% ▲

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en valeur

Au 1^{er} trimestre 2021 (évol 1an)

+11,3% ▲

+11,7% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 1^{er} trimestre 2021 (évol 1an)

▲

10,6 mois

▲

14,4 mois

Part des professionnels qui prévoit une hausse de l'activité d'entretien-rénovation

Pour le 2^e trimestre 2021 (évol 1 trimestre)

▲

22%

▲

29%

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité des entreprises TP

Activité récente

Au 2^e trimestre 2021 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

▲ 20 ▲ 29

Perspectives d'activité des entreprises TP

Prévisions d'activité

Pour le 3^e trimestre 2021

= 17 ▲ 14

Carnets de commandes

Au 2^e trimestre 2021 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

+2,1 mois ▲ 9,1 mois -0,1 mois ▼ 6,2 mois



Industrie des Matériaux

Île-de-France

France

Industrie de Matériaux

Production de Matériaux

Production BPE

Production de BPE entre janv. et mai 2021 (évol 1 an), en m3

+37,8% ▲ 2 414 235 m3 +38,9% ▲ 17 115 078 m3

Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et mai 2021 (évol 1 an), en milliers de tonnes

+16,8% ▲ 3 778 kt +30,0% ▲ 136 165 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Emploi

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 1^{er} trimestre 2021 (évol 1 an)

+4,3% ▲ 339 970 sal. +3,8% ▲ 1 519 320 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Mai 2021 (évol 1 an)

+140,5% ▲ 26 421 ETP +130,5% ▲ 151 985 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 2^e trimestre 2021 (évol 1 an)

-21,3% ▼ 43 298 DEFM -28,0% ▼ 248 441 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises

Au 4^e trimestre 2020 (évol 1 an)

+37,5% ▲ 3 986 créations +54,1% ▲ 22 276 créations

Défaillance d'entreprises

Au 4^e trimestre 2020 (évol 1 an)

+68,4% ▲ 416 défaillances +39,5% ▲ 1 069 défaillances

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

STAGNATION DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

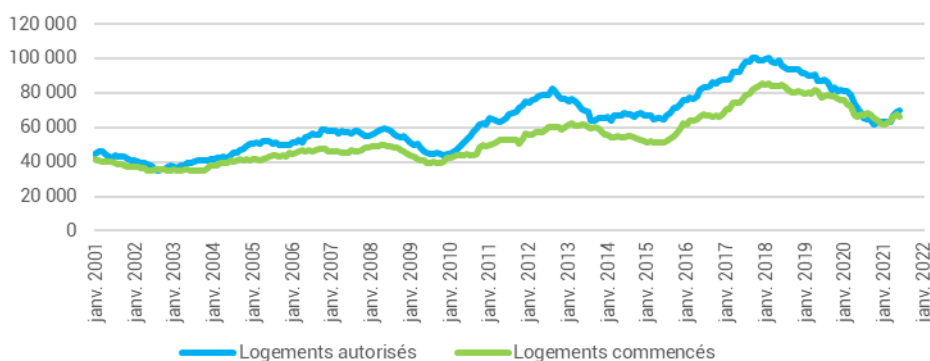
Entre le début juillet 2020 et la fin juin 2021, près de 66 000 logements ont été mis en chantier, soit -2,5% de moins que sur la même période l'année précédente (début juillet 2019 – fin juin 2020), à savoir une période marquée par le premier confinement et l'arrêt total puis partiel des chantiers de bâtiment. Ces chiffres témoignent de la relativement faible reprise de la construction francilienne suite à la crise de la Covid-19. De la même manière, au niveau des autorisations, le nombre de logements autorisés (69 500) sur la période post premier confinement est à peine plus élevé que celui de l'année précédente (66 500) : +1,6% autorisations de logements délivrées par rapport à la période début juillet 2019 – fin juin 2020. Or cette période a été justement marquée par deux mois d'arrêt quasi-total des autorisations de construction (avril – mai 2020). Comme pour les mises en chantier, le rebond post crise sanitaire attendu sur les autorisations de construction se fait attendre en Ile-de-France.

Ce constat est d'autant plus marquant en comparaison des situations prévalant dans les autres régions de France métropolitaine, où le phénomène de rebond attendu est bien plus net. Ainsi, la quasi-totalité des régions connaissent une hausse relativement importante de leurs mises en chantiers de logements sur la période allant de début juillet 2020 à fin juin 2021, par rapport à la même période l'année précédente (début juillet 2019 – fin juin 2020). Tandis que certaines régions, comme le Grand-Est, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la région PACA, les Hauts-de-France, l'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine, connaissent des augmentations modérément importantes (inférieures à 15%) de leurs nombres de logements mis en chantiers, d'autres régions, notamment celles du nord-ouest de la France (Bretagne, Normandie, Pays-de-la-Loire, Centre-Val-de-Loire) et la Bourgogne-Franche-Comté enregistrent des hausses extrêmement fortes (entre 20% et 35%) de leurs mises en chantiers de logements sur la même période.

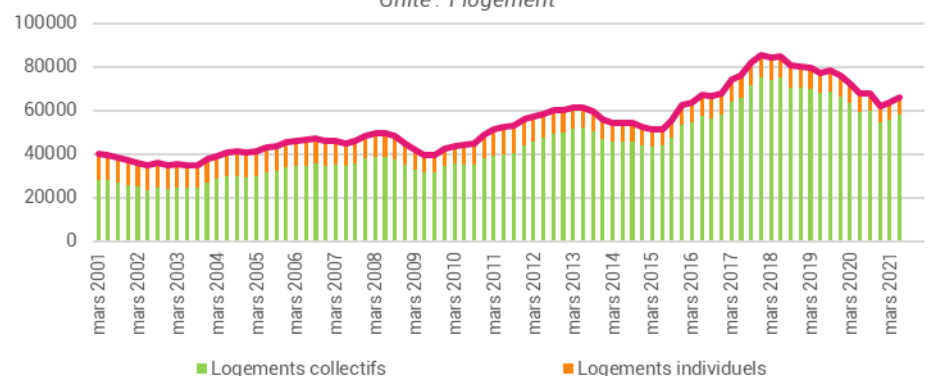
Il est à noter que ce manque de rebond de la construction francilienne de logements porte majoritairement sur le logement collectif, qui connaît une baisse -2,8% de ses mises en chantier et de -0,6% de ses autorisations de construction sur la période allant de début juillet 2020 à fin juin 2021 (par rapport à la même période l'année précédente).

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2021 Evol 1 an	
Total logements commencés	65 800 lgts	-2,5% ▼
Dont individuels purs	5 700 lgts	+3,8% ▲
Dont individuels groupés	2 300 lgts	-10,4% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	57 800 lgts	-2,8% ▼
Total logements autorisés	69 500 lgts	+1,6% ▲
Dont individuels purs	7 000 lgts	+18,5% ▲
Dont individuels groupés	3 100 lgts	+13,5% ▲
Dont collectifs (y compris résidences)	59 400 lgts	-0,6% =

Construction neuve de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



Mises en chantier de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



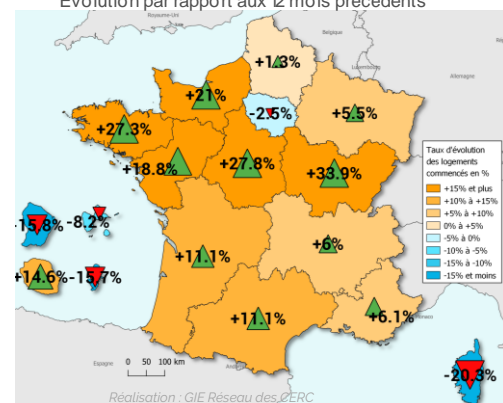
MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2021)

65 800 lgts**-2,5%** ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin juin 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2021)

69 500 lgts**+1,6%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

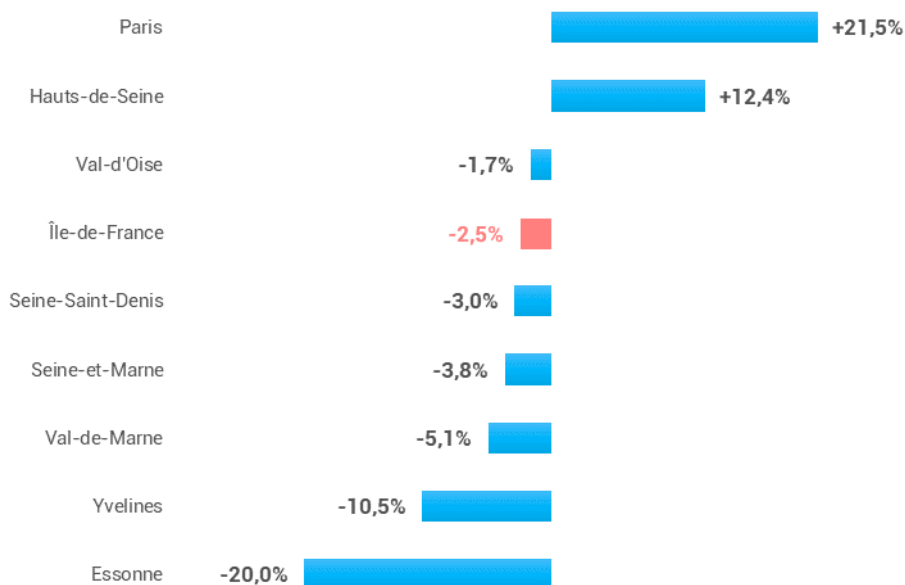
Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juin 2021

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin juin 2021

Unité : % d'évolution à 1 an



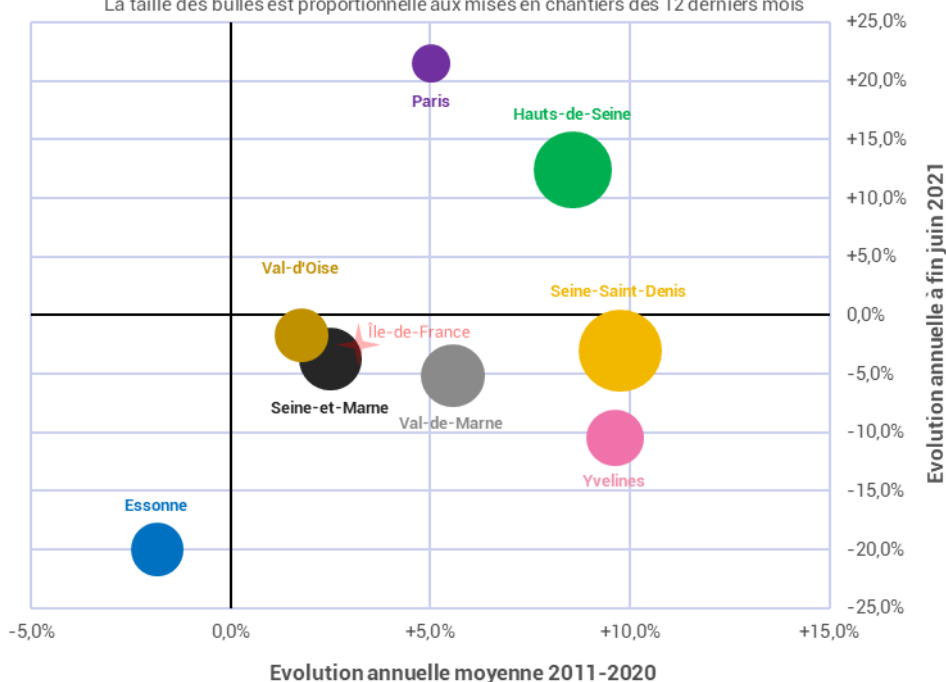
LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS : LES DÉPARTEMENTS FRANCILIENS INEGAUX DEVANT LA REPRISÉ

L'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier en Île-de-France sur les 12 derniers mois à fin juin 2021 (par rapport à la même période l'année précédente) témoigne de fortes disparités territoriales. Ainsi, tandis que certains départements connaissent de faibles baisses de leur mises en chantier de logements, concordant avec la moyenne régionale (-2,5%), comme c'est le cas du Val-d'Oise (-1,7%), de la Seine-Saint-Denis (-2,5%), de la Seine-et-Marne (-3,8%) et du Val-de-Marne (-5,1%), les autres départements franciliens témoignent d'évolutions plus « extrêmes » sur les 12 derniers mois. Ainsi, l'Essonne (-20,0%) et les Yvelines (-10,5%) enregistrent des reculs particulièrement importants de leur construction neuve de logements (en termes de mises en chantier) sur la période allant de début juillet 2020 à fin juin 2021 (par rapport à la même période l'année précédente). Ce constat est d'autant plus alarmant que ces départements connaissent déjà une dynamique similaire l'année dernière à la même période (-21,3% pour l'Essonne et -14,5% pour les Yvelines à fin juin 2020). À l'inverse, Paris et les Hauts-de-Seine sont les seuls départements à connaître le phénomène de rebond classiquement attendu après une crise. Ces départements voient leurs mises en chantier de logements exploser, avec respectivement +21,5% et +12,5% de mises en chantier entre début juillet 2020 et fin juin 2021, par rapport à la période allant de début juillet 2019 à fin juin 2020.

Les mises en chantier de logements Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2011-2020

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



In fine, la crise sanitaire de 2020 semble n'avoir que peu remanié les disparités territoriales qui prévalaient avant cette dernière. Les départements dont les mises en chantier sont les plus en hausse/les moins en baisse sur les 12 derniers mois sont également ceux dont la dynamique de la construction neuve de logements est la plus porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2010-2019), et réciproquement. À titre d'exemple, l'Essonne, dont la dynamique sur longue période (2011-2020) est la plus faible de la région Île-de-France (environ -2%), enregistre, sur les 12 derniers mois à fin juin 2021, les moins bonnes performances en termes de logements commencés (-21,3%) de la région francilienne.

Note de lecture du graphique : À Paris, les mises en chantier de logements, cumulées sur un an, sont en hausse de 21,5% à fin juin 2021 par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2011-2020), le nombre de logements commencés annuellement dans ce département est en moyenne d'environ +5% par an. La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre début juillet 2020 et fin juin 2021.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin juin 2021

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

REBOND DE LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS NEUFS

Après près de deux ans de difficultés, notamment dues au contexte électoral de l'année 2019 et à la crise sanitaire de 2020, la commercialisation francilienne de logements collectifs semble connaître un nouvel essor, au 2^{ème} trimestre 2021. Ainsi, avec plus de 8500 logements mis en vente, soit +81,7% de plus que l'année dernière à la même période, la commercialisation de logements collectifs neufs renoue avec une dynamique qu'elle n'avait plus atteinte depuis le 1^{er} trimestre 2019. Le stock de logements collectifs disponibles (plus de 22 500 logements à la fin du 2^{ème} trimestre 2021) connaît une remontée (+5,2% par rapport au 2^{ème} trimestre 2020) relativement importante. En parallèle, la demande de logements semble également sur une dynamique positive : les réservations de logements collectifs (6 872) augmentent de +16,2% par rapport au 2^{ème} trimestre 2020, faisant pression sur les prix, qui connaissent une hausse de +5,2% sur la même période. Il est toutefois important de noter que, bien que l'étude sur longue période permette de mettre en évidence cette dynamique, les chiffres présentés accentuent ce phénomène, puisqu'ils comparent la situation du 2^{ème} trimestre 2021 à celle du 2^{ème} trimestre 2020, marqué par le 1^{er} confinement et le ralentissement du marché de l'immobilier.

Sur les 4 derniers trimestres, la tendance à la hausse de l'offre de logements collectifs est bien marquée (+8,6% de logement mis en vente sur les 4 derniers trimestres par rapport au 4 précédents), contrairement à celle de la demande. En effet, sur les 4 derniers trimestres, les réservations de logements collectifs sont en baisse de plus de 20% par rapport à la même période l'année précédente (début du 3^{ème} trimestre 2019 – du 2^{ème} trimestre 2020).

La commercialisation de logements neufs collectifs	2 ^e trimestre 2021 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	8 547 lgts	+81,7%	▲
Réservations ⁽²⁾	6 872 lgts	+16,2%	▲
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	22 536 lgts	+5,2%	▲
Prix des logements collectifs	5 230 €/m ²	+3,1%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	23 789 lgts	+1,3%	▲
Réservations	27 242 lgts	-14,8%	▼

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 2^e TRIM. 2021 (évol 1 an)

27 242 lgts

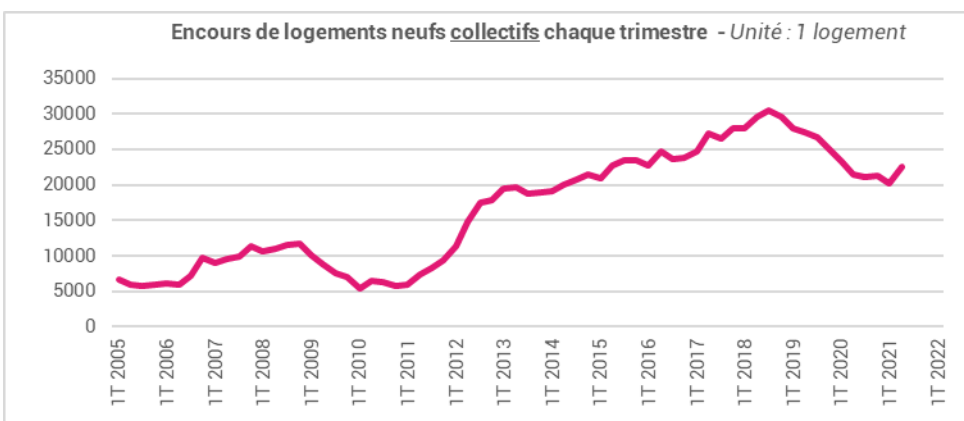
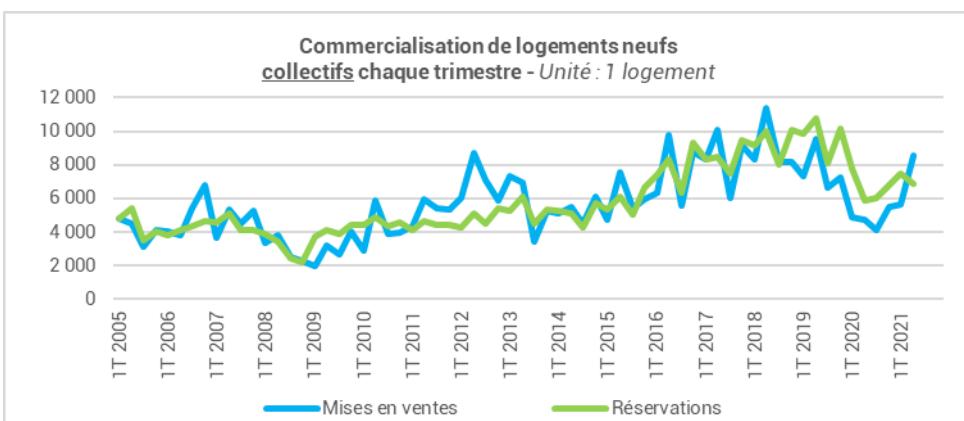
-14,8% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Sources : SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

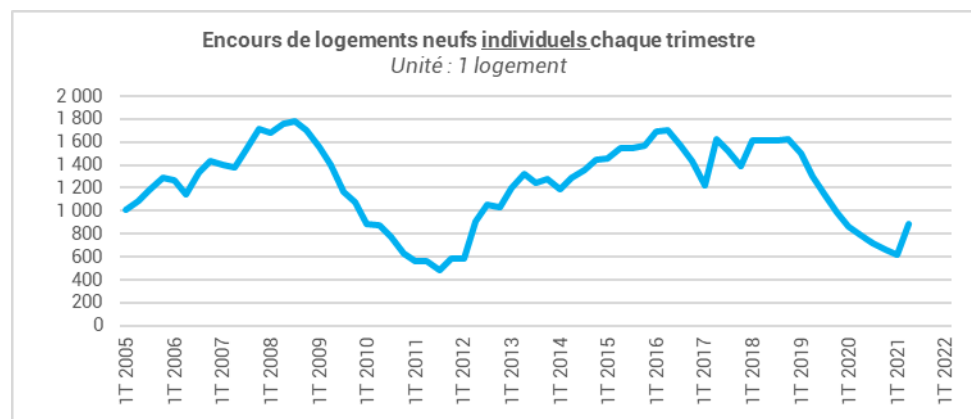
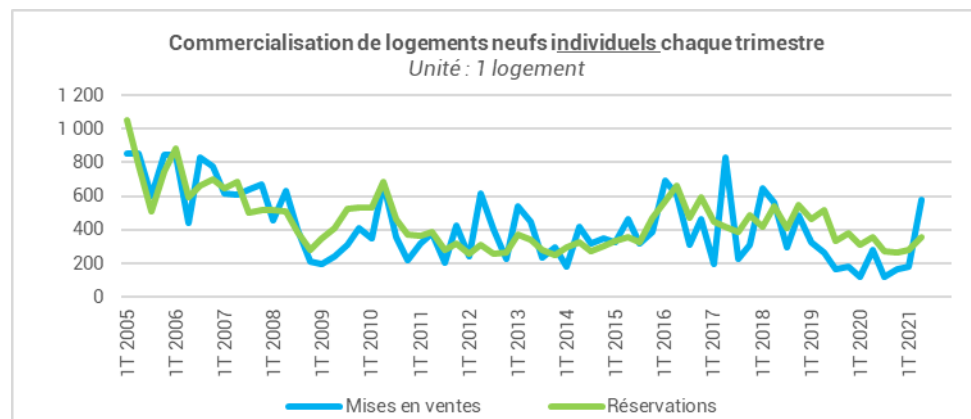
NOUVELLE DYNAMIQUE DE LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS NEUFS

Au 2^{ème} trimestre 2021, la commercialisation de logements individuels neufs redémarre. Les mises en vente de logements connaissent une hausse considérable, par rapport au 2^{ème} trimestre 2020 : + 108,2%, soit 2 fois plus que l'année précédente à la même période. Avec près de 600 logements mis en vente, les mises en vente de logements individuels n'avaient pas été aussi nombreuses (sur un trimestre) depuis 3 ans (début de l'année 2018). Le contexte électoral de 2019 et la crise sanitaire de 2020 ont en effet fortement immobilisé de le marché de l'immobilier, notamment l'individuel. Cette tendance à la hausse des mises en vente de logements est également visible sur une plus longue période : plus de +40% de logements individuels (1050) ont été construits sur les 4 derniers trimestres (début du 3^{ème} trimestre 2020 – fin du 2^{ème} trimestre 2021) par rapport aux 4 précédents.

S'agissant de la demande, l'étude de la dynamique sur longue période permet de mettre en évidence une légère hausse des réservations de logements individuels en tendance, sans que cette dernière ne soit parfaitement visible dans les chiffres. Aussi, il y a, au cours du 2^{ème} trimestre 2021, 353 réservations de logements individuels, soit environ autant que l'année précédente à la même période (2^{ème} trimestre 2020). Sur les 4 derniers trimestres, les réservations de logements sont même en baisse de -14,7% par rapports aux 4 trimestres précédents.

In fine, au 2^{ème} trimestre 2021, la forte hausse de l'offre de logements individuels entraîne une augmentation du stock disponible : +12,8% de logements individuels neufs disponibles à la vente (887 logements). Cette dernière ne suffit toutefois pas à faire baisser la pression sur les prix. Ces derniers augmentent de +14,4% au 2^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2020).

La commercialisation de logements neufs individuels	2 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	581 lgts	+108,2%	▲
Réservations ⁽²⁾	353 lgts	0,0%	=
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	887 lgts	+12,8%	▲
Prix des logements individuels	425 446 €/lot	+14,4%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	1 050 lgts	+41,7%	▲
Réservations	1 174 lgts	-14,7%	▼



RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 2^o TRIM. 2021 (évol 1 an)

1 174 lgts

-14,7% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

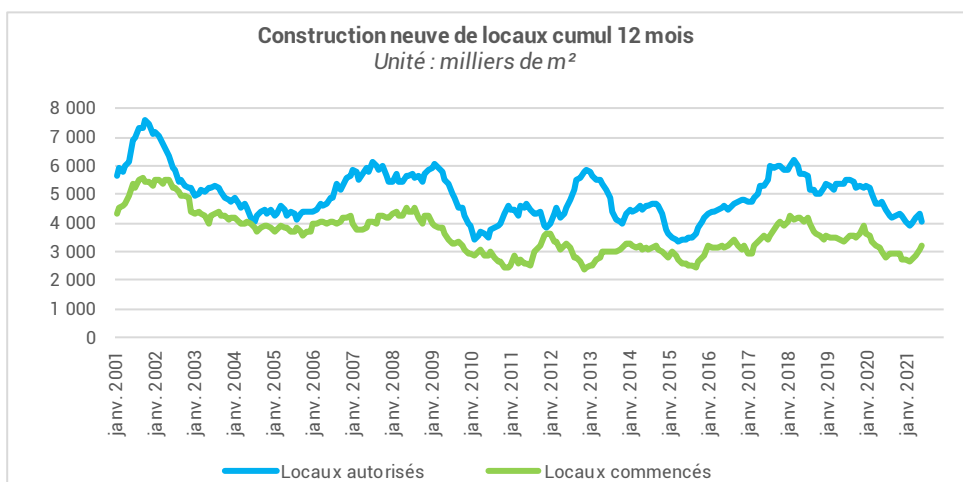
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION NEUVE DE BÂTIMENTS NON-RESIDENTIELS : ENTRE REBOND POST CRISE ET TENDANCE DE FOND A LA BAISSSE

A la mi année 2021, il est possible de constater que les dynamiques de réaction à la crise sanitaire de la Covid-19 des constructions neuves de logements et de locaux sont relativement différentes. En premier lieu, le secteur de la construction neuve de bâtiments non-résidentiels semble, contrairement au secteur du logement, connaître le rebond attendu en période post-crise. En effet, sur les 12 derniers mois à fin juin 2021 (début juillet 2020 à fin juin 2021), les mises en chantiers de locaux ont augmenté de +6,1% par rapport aux 12 mois précédents. Près de 3200 milliers de m² de bâtiments non-résidentiels ont été mis en chantier sur cette période. Ce rebond est également visible dans certaines autres régions de France métropolitaine (+17,6% en Normandie, +14% en Grand-Est, +8,2% en Centre-Val-de-Loire, +8% en Bourgogne-Franche-Comté). Toutefois, à l'image de l'Île-de-France, s'agissant de la construction neuve de logements, certaines régions de France métropolitaines ne semblent pas connaître de phénomène de rebond sur leurs mises en chantiers de bâtiments non-résidentiels.

En revanche, il est à noter que les autorisations de locaux ne connaissent pas la même dynamique que les mises en chantier. Avec à peine plus de 4000 milliers de m² autorisés, les autorisations de bâtiments non-résidentiels diminuent en effet de plus de 15% sur la période début juillet 2020-fin juin 2021, par rapport à la même période l'année précédente, à savoir une année marquée par le 1^{er} confinement. Les autorisations de logements peinent à remonter et à renouer avec leur dynamique post crise sanitaire. Ce phénomène est à mettre en relation avec le développement du télétravail qui a conduit de nombreuses entreprises à repenser les usages de leurs locaux.

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2021 Evol 1 an		
	Cumul 12 mois		
Total locaux commencés	3 191 mill. m ²	+6,1%	▲
Total locaux autorisés	4 034 mill. m ²	-15,3%	▼



MISES EN CHANTIER

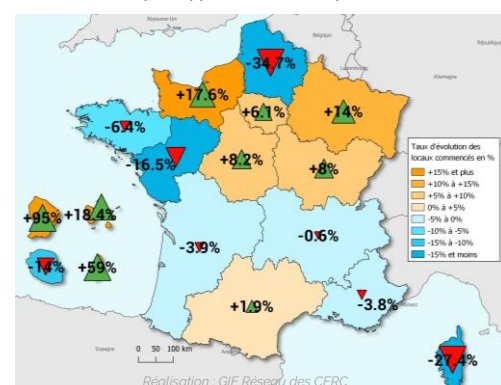
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2021)

3 191 mill. m²

+6,1% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin juin 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2021)

4 034 mill. m²

-15,3% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION NEUVE DE BÂTIMENTS NON-RESIDENTIELS : DES EVOLUTIONS RELATIVEMENT HOMOGENES ENTRE LES SECTEURS

La hausse des mises en chantiers de locaux affecte la quasi-totalité des secteurs sur les 12 derniers mois à fin juin 2021, à l'exception du secteur public. Ainsi, tandis que les secteurs des bâtiments agricoles et le privé non agricole connaissent des hausses très importantes de leurs mises en chantier sur cette période, avec respectivement +30,8% et 15,1% de hausse par rapport à la même période l'année précédente, le secteur public voit ses mises en chantiers de locaux diminuer de plus de 20% (-21,8%). Au sein du secteur privé non-agricole, seules les mises en chantiers de locaux industriels (-45,7%) enregistrent une baisse par rapport au mois précédents.

Concernant les autorisations, la tendance est plus homogène encore : la chute des surfaces de locaux autorisés concerne tous les secteurs (et sous secteurs). Ces évolutions sont toutefois d'ampleur différente selon le secteur. Ainsi, alors que les autorisations de bâtiments agricoles chutent de plus de -20% (-22%) sur la période allant de début juillet 2020 à fin juin 2021, elles diminuent d'environ -17% dans le secteur privé non agricole et de -8,4% dans le secteur public.

MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2021)

3 191 mill. m²

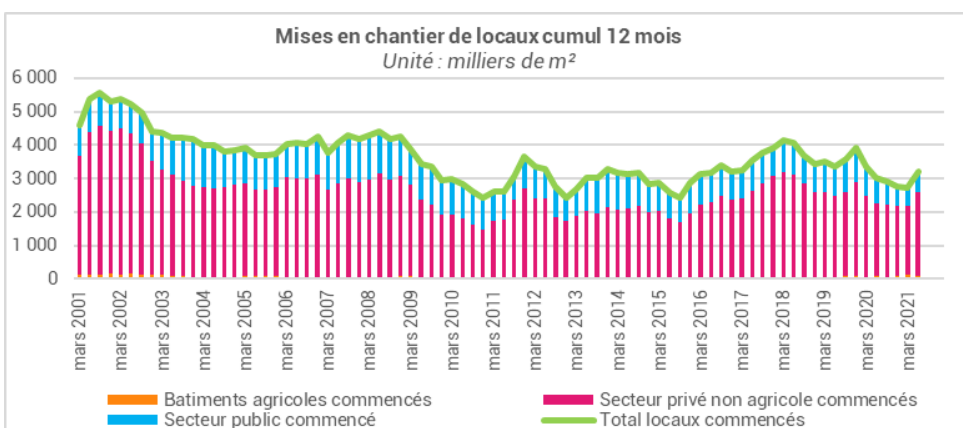
+6,1% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	3 191 mill. m²	+6,1%	▲
Bâtiments agricoles	105 mill. m²	+30,8%	▲
Secteur privé non agricole	2 490 mill. m²	+15,1%	▲
Dont locaux industriels	130 mill. m ²	-45,7%	▼
Dont commerces	333 mill. m ²	+20,5%	▲
Dont bureaux	1 159 mill. m ²	+41,3%	▲
Dont entrepôts	571 mill. m ²	+1,5%	▲
Dont autres locaux	298 mill. m ²	+11,5%	▲
Secteur public	596 mill. m²	-21,8%	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 034 mill. m²	-15,3%	▼
Bâtiments agricoles	176 mill. m²	-22,0%	▼
Secteur privé non agricole	2 923 mill. m²	-16,9%	▼
Dont locaux industriels	323 mill. m ²	-11,4%	▼
Dont commerces	426 mill. m ²	-15,2%	▼
Dont bureaux	1 099 mill. m ²	-19,7%	▼
Dont entrepôts	694 mill. m ²	-12,5%	▼
Dont autres locaux	381 mill. m ²	-21,9%	▼
Secteur public	935 mill. m²	-8,4%	▼



Sources :

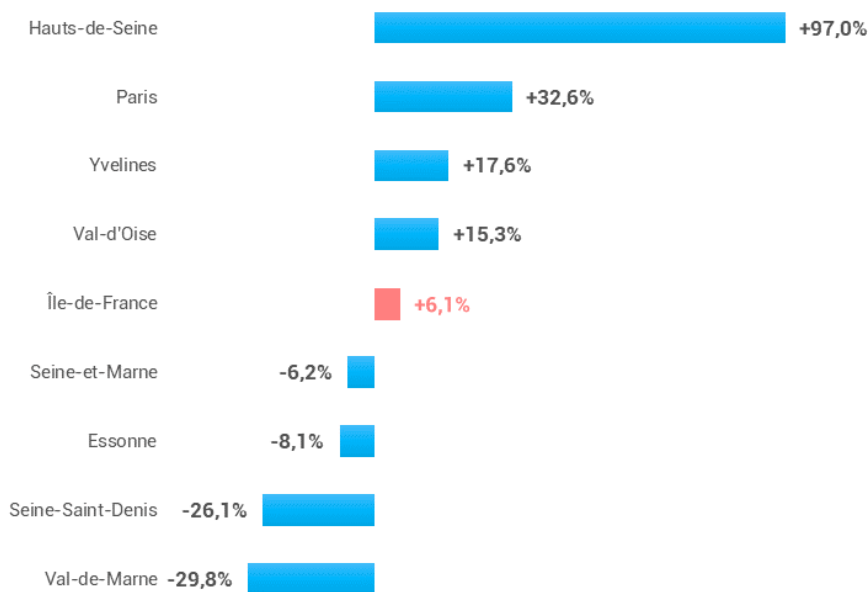
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin juin 2021

Unité : % d'évolution à 1 an

LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX :
LES DÉPARTEMENTS FRANCILIENS
INEGAUX DEVANT LA REPRISE

La construction neuve de locaux connaît des disparités territoriales plus grandes encore que celles du logement. Aussi, la moyenne régionale (+6,1%) n'est représentative d'aucun département en particulier et consiste en moyenne de valeurs extrêmes.

De manière générale, le territoire francilien peut être découpé en deux : les départements qui connaissent un rebond de leurs mises en chantier de locaux sur la période considérée (début juillet 2020 – fin juin 2021), et celle connaissant une chute de ces dernières dans le même laps de temps. Ainsi, tandis que les départements des Hauts-de-Seine, de Paris, des Yvelines et du Val-d'Oise connaissent des hausses parfois fulgurantes de leurs mises en chantier de locaux sur les 12 derniers mois à fin juin 2021, les autres départements témoignent de baisses relativement importantes de leurs mises en chantier sur la même période. C'est le cas de la Seine-et-Marne (-6,2%), de l'Essonne (-8,1%), de la Seine-Saint-Denis (-26,1%), et du Val-de-Marne (-29,8%).

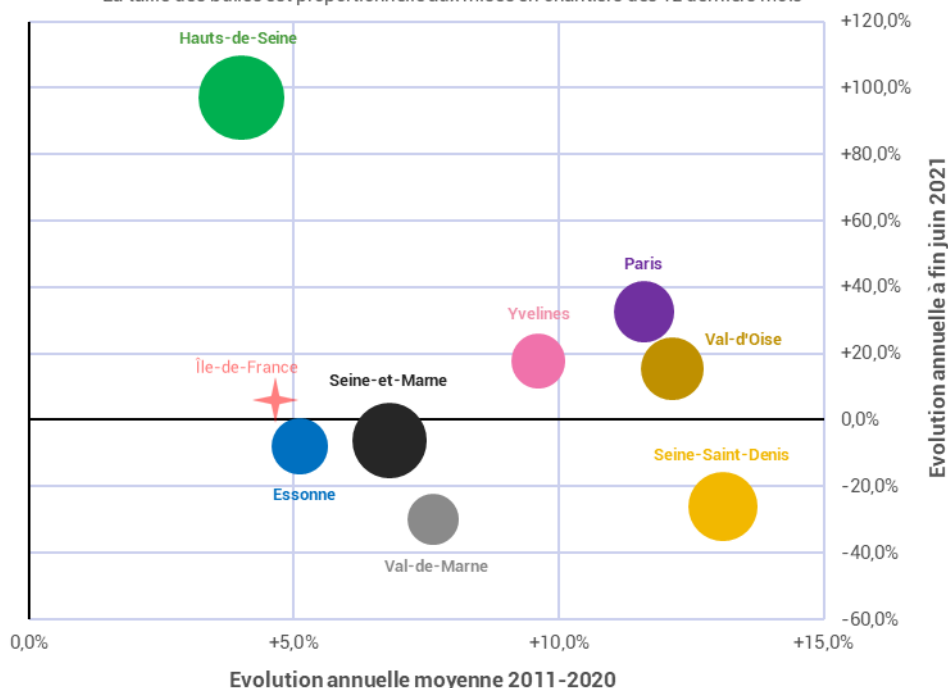
En fine, il semble que, comme pour la construction neuve de logements, la crise sanitaire de 2020 n'ait que peu remanié les disparités territoriales qui prévalaient avant cette dernière. A quelques exceptions près, les départements dont les mises en chantier sont les plus en hausse/les moins en baisse sur les 12 derniers mois sont également ceux dont la dynamique de la construction neuve de locaux est la plus porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2010-2019), et réciproquement. A titre d'exemple, Paris, dont la dynamique sur longue période (2011-2020) est une des plus positives de la région Île-de-France (environ +12%), enregistre, sur les 12 derniers mois à fin juin 2021, de très bonnes performances en termes de locaux commencés (+32,6%). Seuls les départements de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine connaissent, sur les 12 derniers mois, des dynamiques à l'opposée de leurs tendances de long terme.

Note de lecture du graphique : En Seine-Saint-Denis, les mises en chantier de locaux, cumulées sur un an, sont en baisse de -26,1% à fin juin 2021 par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2011-2020), le nombre de locaux commencés annuellement dans ce département est en moyenne d'environ +13% par an. La taille de la bulle correspond au nombre de locaux commencés entre début juillet 2020 et fin juin 2021.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Les mises en chantier de locaux
Évolutions comparées courte période / longue période
Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2011-2020
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois

Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN HAUSSE

Comme attendu, au 2^{ème} trimestre 2021, l'activité constatée d'entretien rénovation est en forte hausse en Île-de-France : +13,3% d'activité en volume et +17,1% d'activité en valeur, par rapport à la même période l'année précédente (2^{ème} trimestre 2020). Cette exceptionnelle augmentation de l'activité du secteur s'explique à la fois par la période de comparaison (2^{ème} trimestre 2020), marquée par le premier confinement et les mesures du gouvernement pour relancer l'activité (Plan de relance), ces dernières favorisant particulièrement l'activité d'entretien-rénovation, via la rénovation énergétique.

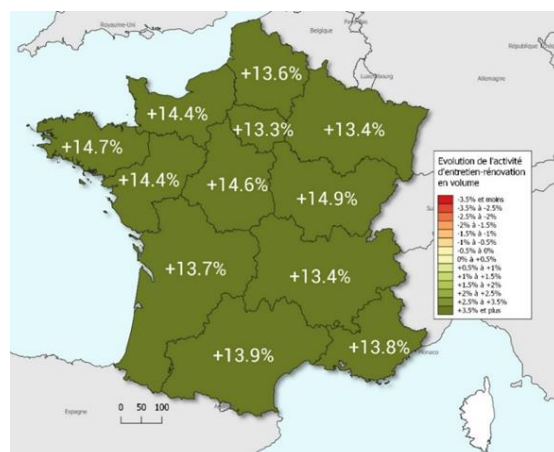
Cette tendance à la hausse de l'activité d'entretien-rénovation au 2^{ème} trimestre 2021 concerne tout le territoire français, dans des proportions comparables. Toutefois, conformément aux habituelles disparités territoriales, la région francilienne témoigne de la moins forte hausse de son activité d'entretien-rénovation en volume. En effet, la moyenne pour le territoire français est de +13,8% de hausse d'activité en valeur au 2^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2020) et de +17,5% d'augmentation en valeur sur la même période, soit respectivement +0,5 point et +0,4 point qu'en région francilienne.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	4 ^e trimestre 2020 - Evol 1 an	
De logements		
Île-de-France	+14,7%	▲
France	+14,9%	▲
De bâtiments non-résidentiels		
Île-de-France	+10,5%	▲
France	+10,9%	▲

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VOLUME AU 2^e TRIMESTRE 2021

+13,3% ▲

(EVOLUTION 1 AN)



DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE DE RENOVATION ENERGETIQUE

En Île-de-France, au 2^{ème} trimestre 2021, l'activité de rénovation énergétique est, à l'image de l'entretien-rénovation dans sa globalité, en forte croissance par rapport à la même période l'année précédente (2^{ème} trimestre 2020). En effet, l'activité francilienne de rénovation énergétique croît de +11,7% en volume et de +15,5% en valeur au 2^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2020). Ces chiffres demeurent légèrement inférieurs à la moyenne nationale, à savoir une hausse de +12,9% en volume et +16,7% en valeur. Au niveau national comme en Île-de-France, la tendance est la même : l'activité de rénovation énergétique augmente davantage en valeur qu'en volume.

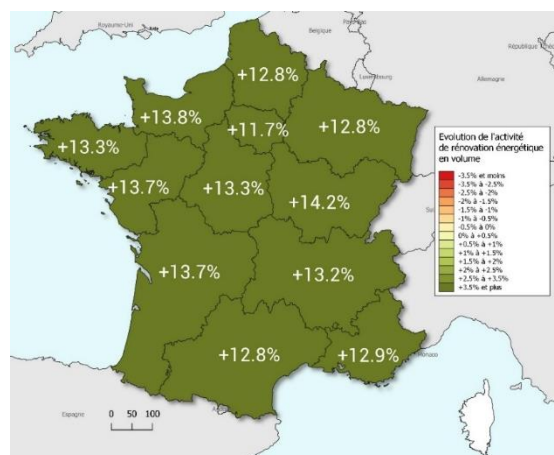
De la même manière que pour l'entretien-rénovation dans son ensemble, l'évolution de l'activité de rénovation énergétique connaît de faibles disparités territoriales. Les régions du nord et du sud témoignent toutefois de hausses légèrement moins importantes de leur activité de rénovation énergétique au 2^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2020) que les régions de l'est et de l'ouest. L'Île-de-France demeure la région de France métropolitaine qui connaît la plus faible hausse de son activité de rénovation énergétique en volume au 2^{ème} trimestre 2021 (comparativement avec les autres régions).

La situation au 2^{ème} trimestre 2021 est globalement très encourageante. Bien que les fortes évolutions de l'activité de rénovation énergétique au 2^{ème} trimestre 2021 soient essentiellement dues à la période de comparaison (2^{ème} trimestre 2020), marquée par le 1^{er} confinement, la rénovation énergétique semble également particulièrement favorisée par les aides du Plan de relance du gouvernement.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RENOVATION ENERGETIQUE EN VOLUME AU 2^e TRIMESTRE 2021

+11,7% ▲

(EVOLUTION 1 AN)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Perspectives d'activité

CARNETS DE COMMANDES

PRES DE 3 MOIS DE TRAVAIL GARANTIS LES CARNETS DE COMMANDES EN ENTRETIEN-RENOVATION

En Île-de-France, les perspectives d'activité en entretien-rénovation pour le 3^{ème} trimestre 2021 sont particulièrement positives. A la fin du 2^{ème} trimestre 2021, les carnets de commandes des entreprises franciliennes leur garantissent 11,5 semaines de travail, soit près d'une semaine de plus (+0,9) qu'au trimestre précédent (10,6 semaines au 1^{er} trimestre 2021) et +1,3 semaines de plus que l'année dernière à la même période (10,2 semaines au 2^{ème} trimestre 2020). Le niveau des carnets de commandes des entreprises en entretien-rénovation n'avait pas été aussi élevé depuis le 3^{ème} trimestre 2019, soit avant la crise sanitaire de 2020. Ce dernier semble enfin renouer avec son niveau d'avant crise.

L'Île-de-France demeure en revanche la région de France métropolitaine ayant les carnets de commandes les moins bien remplis. En moyenne, à la fin du 2^{ème} trimestre 2021 en France métropolitaine (hors Corse), les entreprises disposent de carnets de commandes leur garantissant 15,5 semaines de travail, soit +4,3 semaines de plus qu'en Ile-de-France. De manière générale, les régions du sud (Occitane et Provence-Alpes-Côtes-d'Azur) et l'Île-de-France témoignent de niveau de carnets de commandes nettement inférieurs aux autres des régions de France métropolitaine, dont les carnets de commandes sont remplis pour au moins 17 semaines à la fin du 2^{ème} trimestre 2021.

OPINIONS DES ENTREPRISES

LES PROFESSIONNELS MITIGES QUANT A LEURS PERSPECTIVES D'ACTIVITE EN ENTRETIEN-RENOVATION

Malgré un niveau moyen de carnets de commandes relativement élevé à la fin du 2^{ème} trimestre 2021, les anticipations des professionnels franciliens du Bâtiment pour le 3^{ème} trimestre 2021 sont mitigées. En effet, la grande majorité des chefs d'entreprises estime que leur montant de facturation en entretien-rénovation sera stable au prochain trimestre (par rapport au précédent). En parallèle, il y a également autant de professionnels considérant que ces montants vont augmenter (+23%) que de chefs d'entreprise prévoyant une baisse de ces dits montants (+22%) pour le 3^{ème} trimestre 2021.

Le solde d'opinion des professionnels est ainsi quasi nul (+1) : les entreprises franciliennes du Bâtiment prévoient que leur activité d'entretien-rénovation au 3^{ème} trimestre 2021 sera globalement comparable à celle du trimestre précédent. Cet indicateur est en légère hausse par rapport à celui prévalant au trimestre précédent (-4 au 2^{ème} trimestre 2021).

S'agissant du solde d'opinion des entreprises pour le 3^{ème} trimestre 2021, la même tendance prévaut pour les secteurs du logement et du bâtiment non résidentiel, en région francilienne (solde d'opinion nul).

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation pour le 3^{ème} trimestre 2021...

... en entretien-rénovation

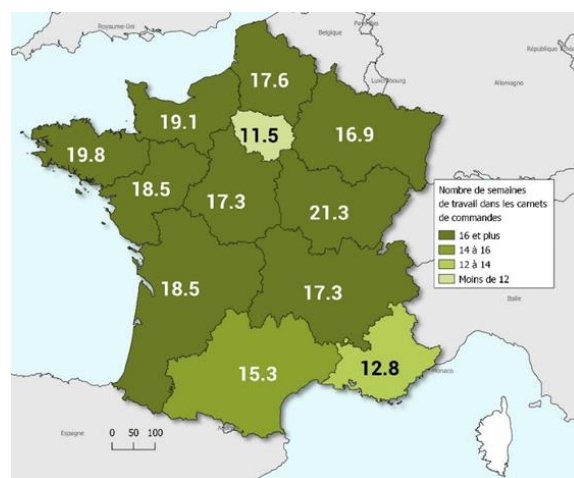


* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien-rénovation

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

A LA FIN DU 2^{ème} TRIMESTRE 2021

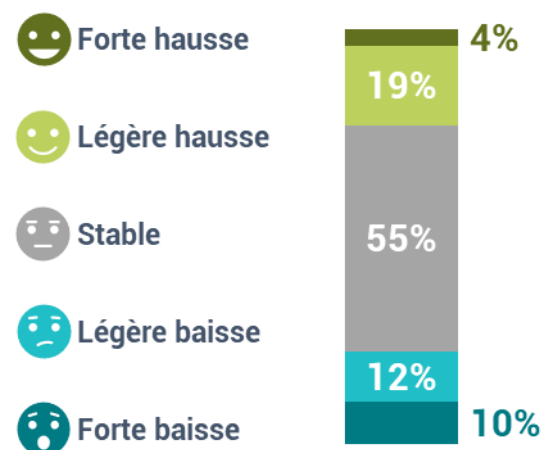
11,5 ▲
(EVOLUTION 1 AN)



PART DES PROFESSIONNELS QUI PRÉVOIENT UNE LÉGÈRE OU FORTE HAUSSE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN-RÉNOVATION

POUR LE 3^{ème} TRIMESTRE 2021

23% ▲
(EVOLUTION 1 TRIM.)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'entreprises relevant du champ d'observation décrit dans la Méthodologie

Bâtiment - Entretien-rénovation

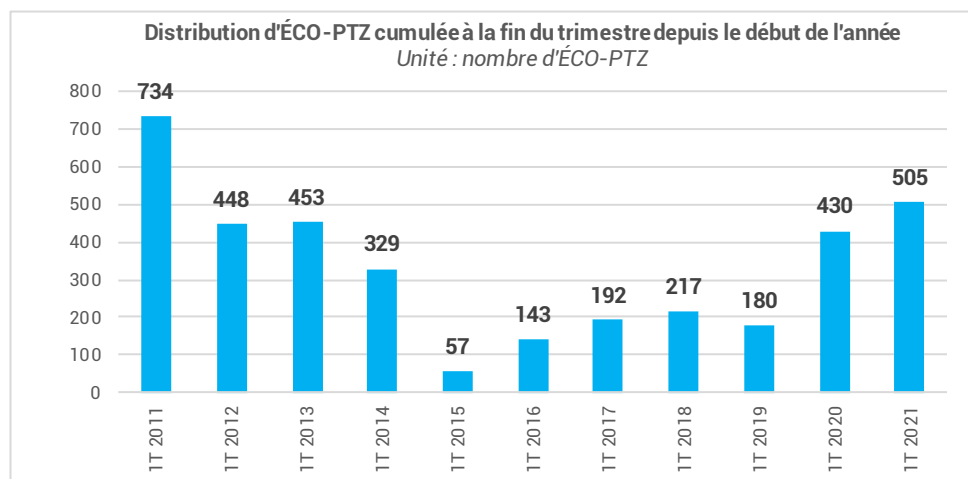
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

L'ECO-PTZ EN PLEIN ESSOR

Les travaux liés à l'éco PTZ connaissent une phase de croissance au 1^{er} trimestre 2021, à la fois en nombre et en volume. En effet, tandis que le volume de travaux augmente de près de 30% (+28,7%) au 1^{er} trimestre 2021 (par rapport au 1^{er} trimestre 2020), le nombre d'ECO-PTZ accordés connaît une hausse +17,4% par rapport à l'année dernière sur la même période. Aussi, plus de 500 prêts ont été accordés ce trimestre, pour un volume de travaux réalisés d'environ 8,5 millions d'euros. Le nombre de prêts dispensés au 1^{er} trimestre n'avait pas été aussi élevé depuis l'année 2011. Il est à noter que les volumes de travaux réalisés ayant augmenté plus vite que le nombre d'ECO-PTZ accordés : le volume de travaux moyen financés par un ECO-PTZ a crû au 1^{er} trimestre 2021, par rapport au 1^{er} trimestre 2020.

Ce nouvel essor de l'ECO-PTZ peut-être mis en relation avec la simplification des modalités d'octroi du dispositif (assouplissement des conditions imposées aux demandeurs) mis en place au cours de l'année 2019 et les nouveaux efforts consentis par le gouvernement, dans le cadre de son Plan de relance. Pour favoriser l'activité d'entretien-rénovation de logement, et de manière plus générale, la transition énergétique.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2021 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	8,56 M€	+28,7%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	505 ÉCO-PTZ	+17,4%	▲



HAUSSE DU RECOURS AU PTZ+

Le 1^{er} trimestre 2021 est marqué par une hausse importante du recours au dispositif de prêt à taux zéro (PTZ+). Ainsi, au 1^{er} trimestre 2021, près de 1700 prêts ont été accordés dans le neuf et 76, dans l'ancien, dans le cadre de ce dispositif, soit une hausse de respectivement +15,7% et +68,9% par rapport à la même période l'année précédente (1^{er} trimestre 2020).

Ce développement est en partie dû aux efforts et aux incitations du gouvernement pour favoriser le recours à ce dispositif. Toutefois, la période de comparaison des taux d'évolution n'étant pas anodine, ces chiffres sont à interpréter avec précaution. En effet, le premier trimestre 2020 était quant à lui marqué par une forte baisse du recours au dispositif PTZ+, à la fois dans l'ancien et dans le neuf.

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	1 694	+15,7%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	76	+68,9%	▲

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

ECO-PTZ

DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2021

8,56 M€

+28,7% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRETS A 0% PTZ+

DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

1 694 prêts

+15,7% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ ET ANTICIPATIONS POSITIVES POUR LES ENTREPRISES TP AU 2^{ème} TRIMESTRE 2021

Au 2^{ème} trimestre 2021, l'activité est en hausse dans le secteur des Travaux Publics. Le solde d'opinion des chefs d'entreprise TP est largement positif (+20). Il y a donc plus d'entreprises (20% du total des entreprises) qui estiment que leur activité a crû au cours du 2^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 1^{er} trimestre 2021) que d'entreprises estimant que cette dernière a diminué. Par ailleurs, cet indicateur est nettement plus élevé qu'au trimestre précédent (-48 au 1^{er} trimestre 2021), où les entreprises étaient nettement plus pessimistes. L'activité effective de ce trimestre (en solde d'opinion) est nettement supérieure à l'activité effective moyenne de long terme.

Le solde d'opinion des entrepreneurs quant à leur activité future (3^{ème} trimestre 2021) est également positif (+17). Les anticipations des chefs d'entreprises TP pour le 3^{ème} trimestre 2021 sont globalement positives : il y a plus de chefs d'entreprises (17% du total) qui considèrent que leur activité sera en hausse au prochain trimestre (3^{ème} trimestre 2021) par rapport au précédent, que d'entreprises qui estiment que cette dernière sera en baisse. Le solde d'opinion sur l'activité future des chefs entreprises TP est par ailleurs comparable à celui prévalant le trimestre précédent (+18). S'agissant des effectifs, les entreprises prévoient, en accord avec la hausse d'activité qu'elles constatent et anticipent, une certaine augmentation des effectifs futurs et des effectifs intérimaires futurs. Toutefois, il est à noter que les entreprises comptent plutôt répercuter cette hausse de l'activité qu'ils anticipent sur l'emploi intérimaire, plutôt que sur l'emploi salarié. Ces niveaux d'effectifs prévus sont supérieurs à leurs niveaux de long terme, malgré ces anticipations.

ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^o TRIMESTRE 2021

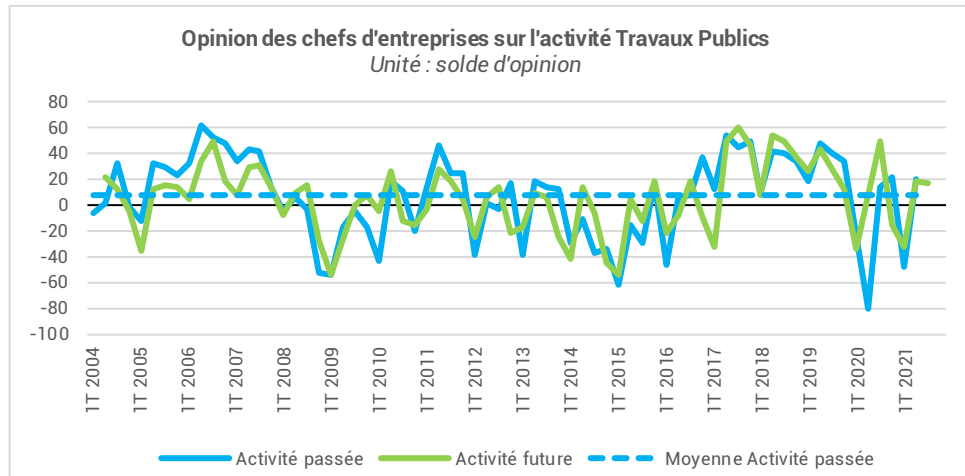
20 ▲

PRÉVISION D'ACTIVITÉ

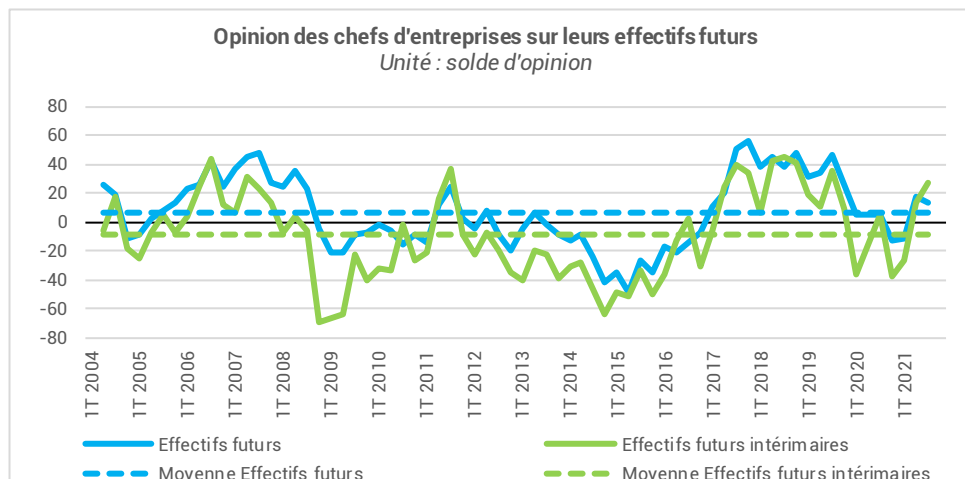
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^o TRIMESTRE 2021

17 =

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 3 ^o trimestre 2021	17	=
Activité récente du 2 ^o trimestre 2021	20	▲



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

BAISSE DES CARNETS DE COMMANDES ET DES PRIX PRATIQUÉS AU 2^{ème} TRIMESTRE 2021

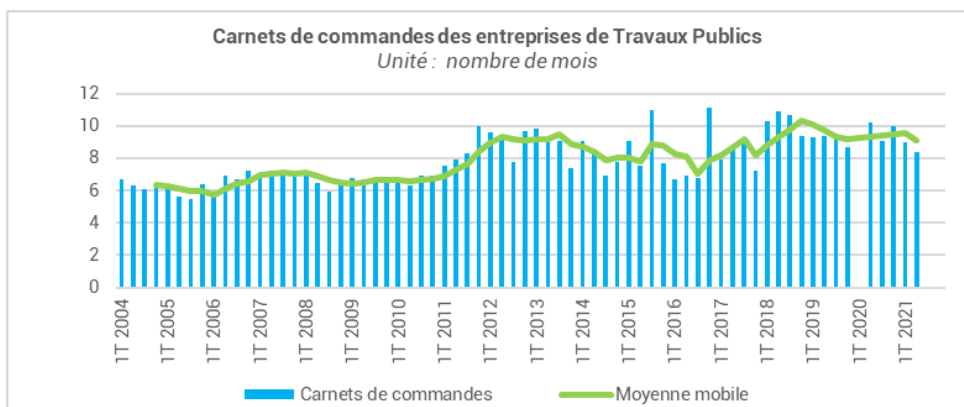
Au 2^{ème} trimestre 2021, les carnets de commandes des entreprises de TP enregistrent un léger recul (-0,3 mois), par rapport au 2^{ème} trimestre 2020. Les carnets de commandes restent toutefois bien remplis en moyenne : 9,1 mois au 1^{er} trimestre 2021.

S'agissant des délais de paiement, le 2^{ème} trimestre 2021 est plutôt marqué, comme les trimestres précédents, par une stagnation. Le solde d'opinion des entreprises est ainsi quasi nul (+3) et égal au trimestre précédent (+3 au 1^{er} trimestre 2021). Au 2^{ème} trimestre 2021, il y a presque autant de chefs d'entreprises de TP qui estiment que les délais de paiement ont diminué, que de chefs d'entreprises qui considèrent que ces derniers ont augmenté.

Les soldes d'opinion concernant les prix pratiqués sont positifs au 2^{ème} trimestre 2021 et négatifs dans les prévisions des chefs d'entreprises pour le 3^{ème} trimestre 2021. Bien que les prix pratiqués soient globalement en hausse au 2^{ème} trimestre 2021, les chefs d'entreprises de TP estiment que cette dernière n'est que transitoire que ces derniers devraient décroître dès le prochain trimestre (3^{ème} trimestre 2021).

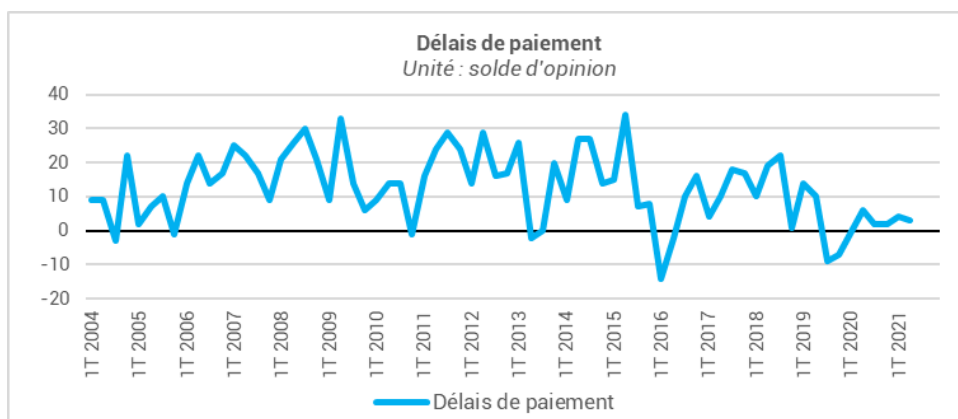
CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	2 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	9,1 mois	-0,3 mois	▼



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	2 ^o trimestre 2021 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	+3	=



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 3 ^o trimestre 2021	9	▲
Prix pratiqués au 2 ^o trimestre 2021	-25	▲

Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

CARNETS DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^o TRIMESTRE 2021

-0,3 mois ▼

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

DÉLAIS DE PAIEMENT

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^o TRIMESTRE 2021

+3 =

PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^o TRIMESTRE 2021

-25 ▲

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

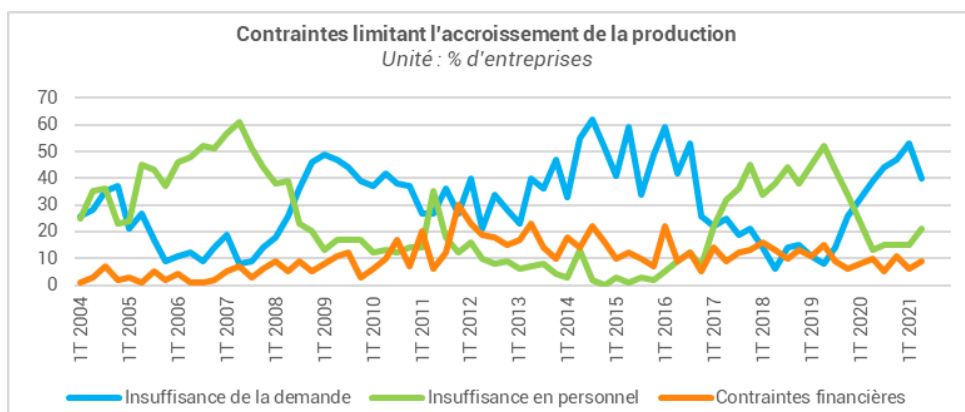
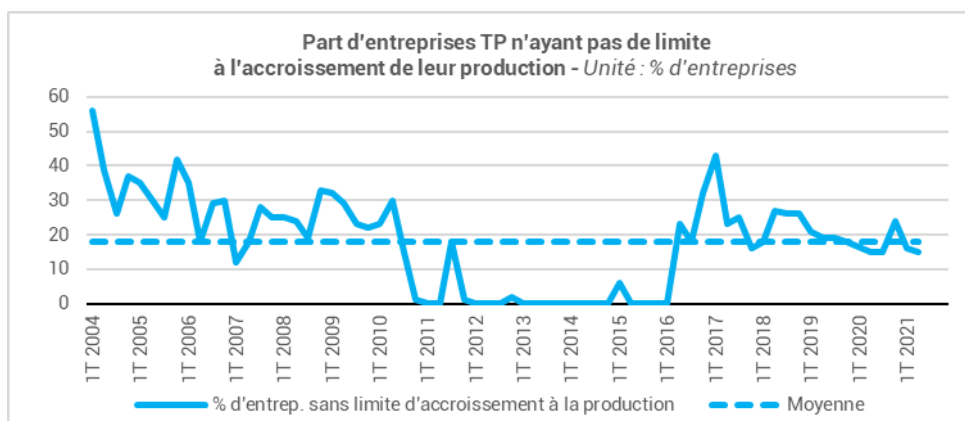
CONTRAINTES DE PRODUCTION

L'INSUFFISANCE EN PERSONNEL ET EN MATERIEL : DES CONTRAINTES DE PRODUCTION QUI PRENNENT DE L'AMPLEUR

Au 2^{ème} trimestre 2021, 15% des entreprises de Travaux Publics franciliennes estiment ne rencontrer aucune limite à l'accroissement de leur production. Cet indicateur n'a que peu évolué par rapport au trimestre précédent (16% au 1^{er} trimestre 2021) et se situe très légèrement en dessous de sa moyenne de long terme.

La contrainte la plus prégnante reste, comme depuis plus d'un an, l'insuffisance de la demande. Cette contrainte concernent 40% des entreprises (soit environ autant qu'au 2^{ème} trimestre 2020 et témoigne des conséquences de la chute de la commande publique ayant eu lieu en 2020, après une année électorale et une année de crise sanitaire. De nouvelles contraintes prennent toutefois de l'ampleur : l'insuffisance en personnel (21%) et les insuffisance de matériel concernent plus d'entreprises qu'à la même période l'année précédente (2^{ème} trimestre 2020), avec respectivement +8 points et +5 points de hausse (en pourcentage d'entreprises concernées).

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	15%	0 pts	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	40%	+1 pts	=
Insuffisance en personnel	21%	+8 pts	▲
Contraintes financières	9%	-1 pts	=
Conditions climatiques	2%	-3 pts	▼
Insuffisance de matériel	9%	+5 pts	▲
Autres facteurs	9%	-22 pts	▼



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Matériaux

Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

HAUSE DE LA PRODUCTION DE BPE ET DE GRANULATS EN 2021

Les cinq premiers mois (janvier à mai 2021) de l'année 2021 témoignent d'une forte hausse de la production de matériaux de construction. Après une année 2020 marquée, à partir de mars par la chute de la production de granulats et de BPE, puis un faible rebond et une stagnation de la production sur la deuxième partie de l'année, l'année 2021 semble enfin signer le retour de l'industrie des matériaux à son niveau d'activité d'avant crise.

Ainsi, sur la période allant de début janvier à fin mai 2021, 2,4 millions de m³ de BPE et 3 778 kilotonnes de granulats ont été produits, soit respectivement +37,8% et +16,8% par rapport à la même période l'année précédente (début janvier 2020 à fin mai 2020). Sur le seul mois de mai 2021, 467 933 m³ de BPE et 789 kilotonnes de granulats ont été produits par l'industrie des matériaux de construction d'Île-de-France. Ces productions sont ainsi en hausse de respectivement +28% et 22,4% par rapport au mois de mai 2020.

PRODUCTION DE BPE

entre janv. et mai 2021

2 414 235 m³

+37,8% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

entre janv. et mai 2021

3 778 kt

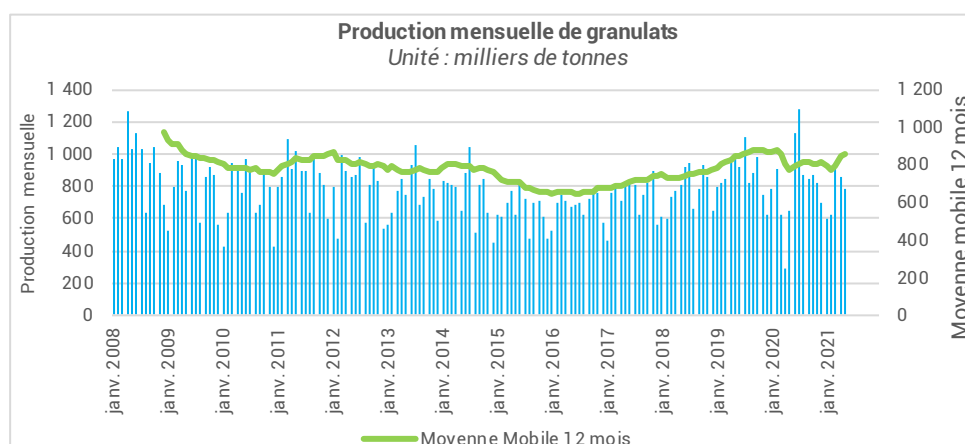
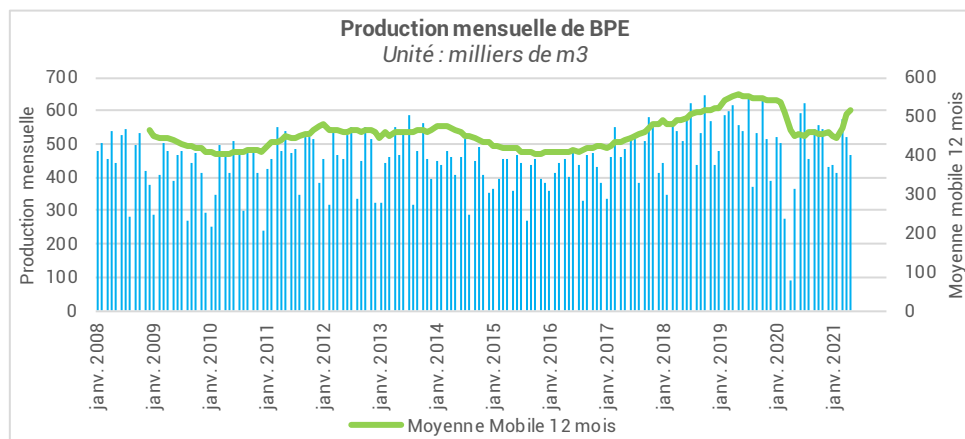
+16,8% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en mai 2021	467 933 m ³	+28,0%	▲
Prod. de Granulats en mai 2021	789 kt	+22,4%	▲
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2021	2 414 235 m ³	+37,8%	▲
Production de Granulats entre janv. et mai 2021	3 778 kt	+16,8%	▲



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4 Appareil de production

Emploi salarié et intérimaire

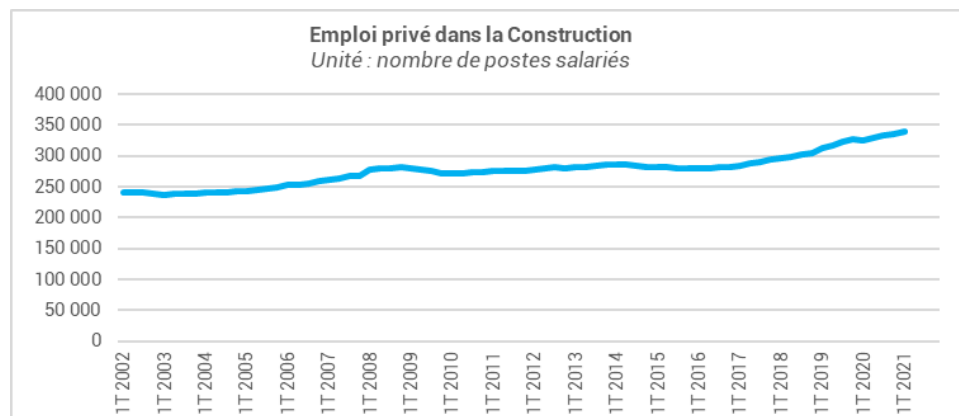
EMPLOI SALARIE

HAUSSE CONTINUE DE L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION

Malgré la crise sanitaire de la Covid-19 et ses multiples confinements, l'emploi salarié n'a eu de cesse de croître dans la Construction, sur l'année 2020. Au début de l'année 2021, ce dernier continue sur la même tendance et persiste dans la hausse continue de ses effectifs. Ainsi, au 1^{er} trimestre 2021, le secteur de la construction compte près de 340 000 salariés soit 4,3% de plus que l'année précédente à la même période (1^{er} trimestre 2020).

Par ailleurs, l'Île-de-France est l'une des régions de France métropolitaine la mieux lotie s'agissant de la croissance de son emploi salarié, au 1^{er} trimestre 2021, juste derrière la Corse (+5,8%) et la région PACA (+5,1%). Le nombre de postes salariés dans la Construction est toutefois en hausse dans l'ensemble des régions de France.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	339 970 sal.	+4,3%	▲



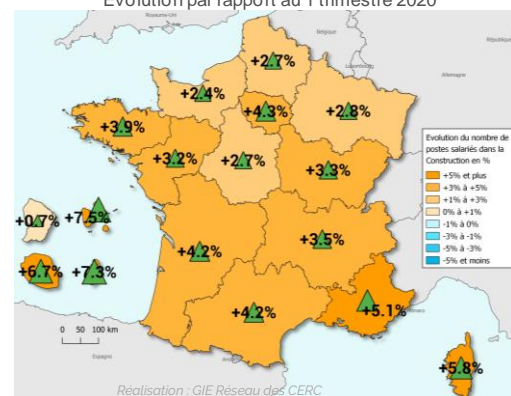
EMPLOI SALARIÉ

AU 1^{er} TRIMESTRE 2021 (évol)

339 970 sal.

+4,3% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 1^{er} trimestre 2021
Evolution par rapport au 1^{er} trimestre 2020

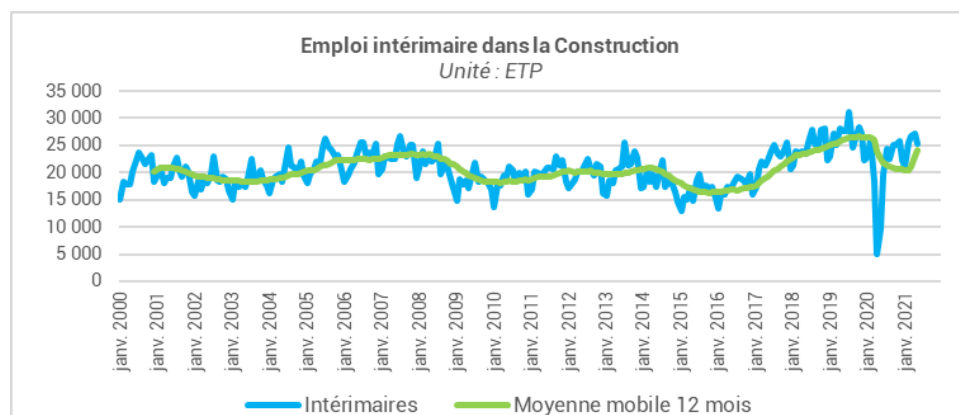


EMPLOI INTERIMAIRE

RETOUR DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE A SON NIVEAU D'AVANT CRISE

Sur les mois de mars à mai 2020, en plein 1^{er} confinement, l'emploi intérimaire a connu une chute drastique, jouant ainsi parfaitement son rôle de variable d'ajustement aux variations de l'activité. Ce dernier est cependant relativement vite remonté, pour faire face à la reprise de l'activité et renoue, à la fin du moi de mai 2021, avec son niveau d'avant crise. Ainsi, en moyenne sur les 12 derniers mois à fin mai 2021 (début juin 2020 à fin mai 2021), l'emploi intérimaire a cru de +7,5%, par rapport à la même période l'année précédente. Sur la période allant de début mars 2021 à fin mai 2021, ce dernier a cru de plus de +140%, rattrapant ainsi la chute de l'emploi intérimaire enregistrée pendant le 1^{er} confinement de 2020.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Mai 2021 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Mai 2021	25 418 ETP	n.s.	
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Mai 2021	26 421 ETP	+140,5%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Mai 2021	24 224 ETP	+7,6%	▲



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN MAI 2021

26 421 ETP

+140,5% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Sources :

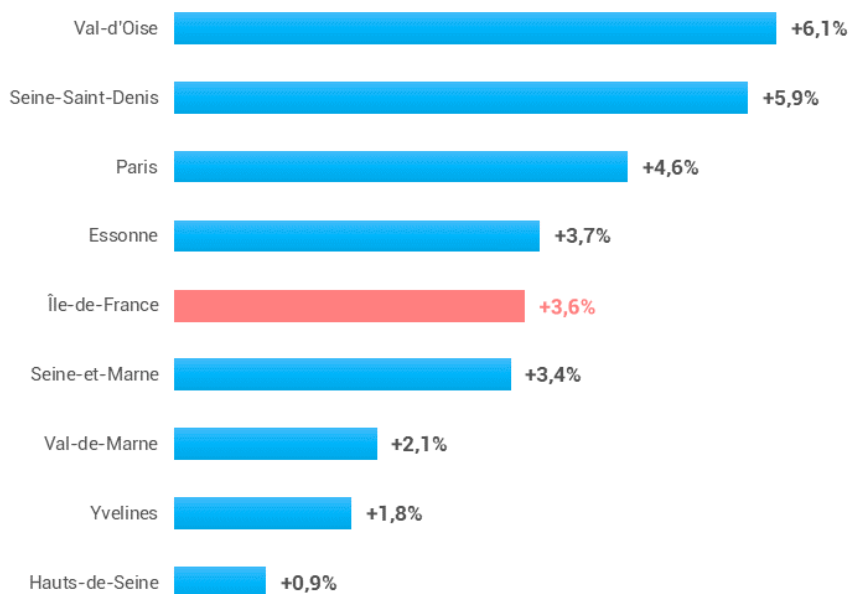
DARES (données brutes – ETP)

4 Appareil de production

Emploi salarié et intérimaire

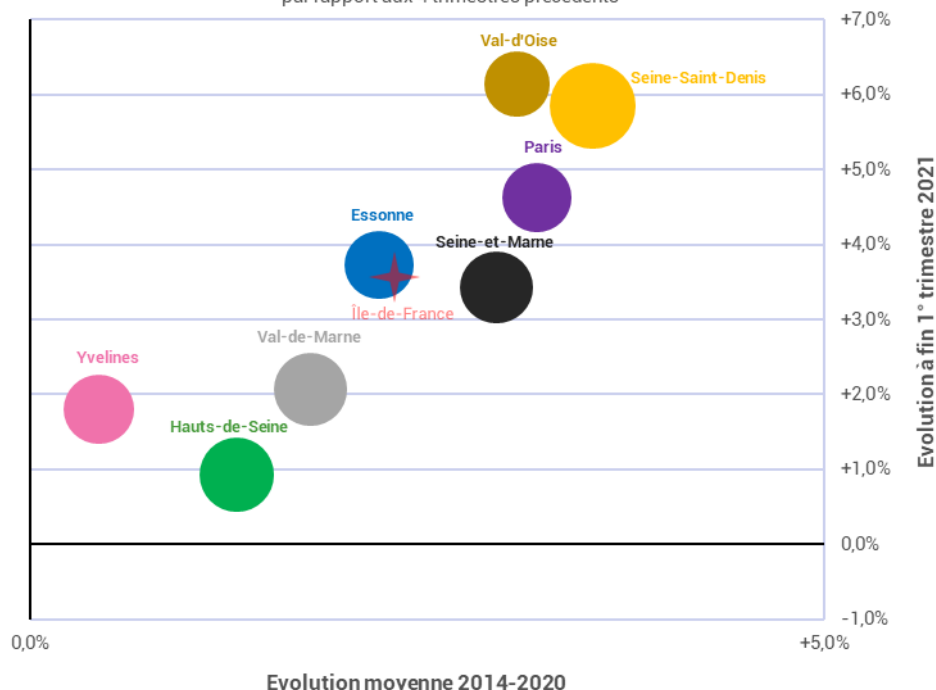
L'emploi salarié dans les départements
moyenne du 2T2020 au 1T2021 / moyenne du 2T2019 au 1T2020

Unité : % d'évolution



L'emploi salarié
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres
par rapport aux 4 trimestres précédents



EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ EN ÎLE-DE-FRANCE : UNE COMPOSANTE SOUMISE A DE FAIBLES DISPARITÉS TERRITORIALES

Au 1er trimestre 2021, l'emploi salarié est en hausse de +3,6% en Île-de-France sur les 12 derniers mois (début avril 2020 à fin mars 2021), par rapport à la même période l'année précédente (début avril 2019 à fin mars 2020). Cette tendance à la hausse des effectifs salariés sur la période considérée se vérifie pour l'ensemble des départements franciliens. Par ailleurs, la grande majorité des départements connaissent des évolutions de leur emploi salarié d'ampleur relativement peu différentes de la moyenne régionale, sur les 12 derniers mois. Les taux de croissance des effectifs salariés des différents départements oscillent entre +0,9% et +6,1%. Aussi, le Val-d'Oise (+6,1%) et la Seine-Saint-Denis (+5,9%) connaissent des hausses légèrement plus importantes que la moyenne régionale et les départements du Val-de-Marne (+2,1%), des Yvelines (+1,8%) et des Hauts-de-Seine (+0,9%). Cette tendance à l'homogénéité de l'évolution de l'emploi salarié, que nous avons déjà constatée à l'occasion de nos précédentes notes de conjoncture, trouve certainement son explication dans la grande mobilité géographique permise aux entreprises par les infrastructures de la région Île-de-France.

Par ailleurs, la crise sanitaire de 2020 ne semble pas avoir affecté les faibles disparités territoriales relatives à l'emploi salarié francilien : elle n'a pas bouleversé, les régions les plus dynamiques en terme d'évolution de l'emploi salarié étant les mêmes qu'en 2019. Ainsi, les évolutions comparées de l'emploi sur courte et longue période sont concordantes. Les départements connaissant les plus fortes augmentations de leurs effectifs salariés sur la période 2014-2020 sont également ceux qui enregistrent les hausses les plus importantes de l'emploi salarié sur les 12 derniers mois (de début avril 2020 à fin mars 2021) par rapport à l'année précédente, et réciproquement. A titre d'exemple, la Seine-Saint-Denis, dont les dynamiques sur longue période (2014-2020) sont parmi les plus fortes de la région Île-de-France (en moyenne +3,5% par an), enregistrent, sur les 12 derniers mois (début avril 2020-fin mars 2021) parmi les meilleures performances en termes d'évolution de l'emploi salarié (+5,9%).

Note de lecture graphique : Dans les Yvelines, l'emploi salarié est en hausse de +1,8% sur l'année 2020, par rapport à 2019. Mais l'emploi salarié est également en hausse d'environ +0,4% en moyenne sur la période 2014-2020, dans ce territoire. La taille de la bulle correspond à la taille des effectifs de l'emploi salarié dans le département.

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

4 Appareil de production

Demandes d'emploi

RECU IMPORTANT DES DEMANDES D'EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION AU 2^{ème} TRIMESTRE 2020

Le 2^{ème} trimestre 2021 est marqué par une forte baisse des demandes d'emploi (DEFM) en Ile-de-France. Avec 43 298 demandes d'emploi entre début avril et fin juin 2021, les DEFM du 2^{ème} trimestre 2021 diminuent de -21,3% par rapport à la même période l'année précédente (2^{ème} trimestre 2020). Ces dernières demeurent toutefois encore supérieures à leur niveau d'avant crise sanitaire.

Cette tendance à la baisse des DEFM concerne l'ensemble des secteurs économiques (-9,9% au 2^{ème} trimestre 2021, par rapport au 2^{ème} trimestre 2020). Toutefois, cette dernière demeure particulièrement exceptionnelle dans la filière de la Construction, où la chute du nombre de DEFM est 11,4 points plus élevé que dans l'ensemble des secteurs. Cet élément met clairement en évidence le fait que le secteur de la Construction a été, en moyenne, plus affecté que les autres par la crise du Covid-19, en raison de ses spécificités : le retour à la situation d'avant crise passe par des diminutions plus importantes des DEFM par rapport à l'année précédente.

Les demandes d'emploi du secteur de la Construction d'Ile-de-France représentent 6% des DEFM de l'ensemble de l'activité francilienne.

DEMANDES D'EMPLOI

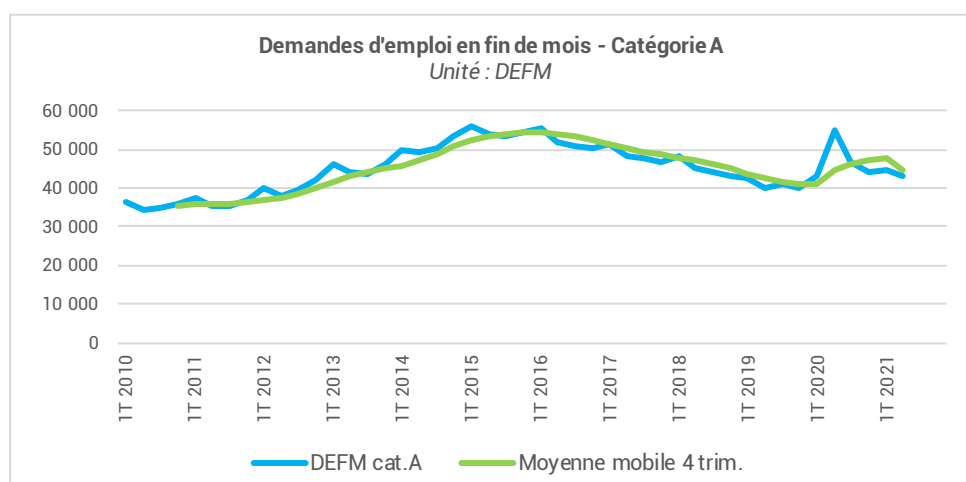
AU 2^{ème} TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

43 298 DEFM

-21,3% ▼

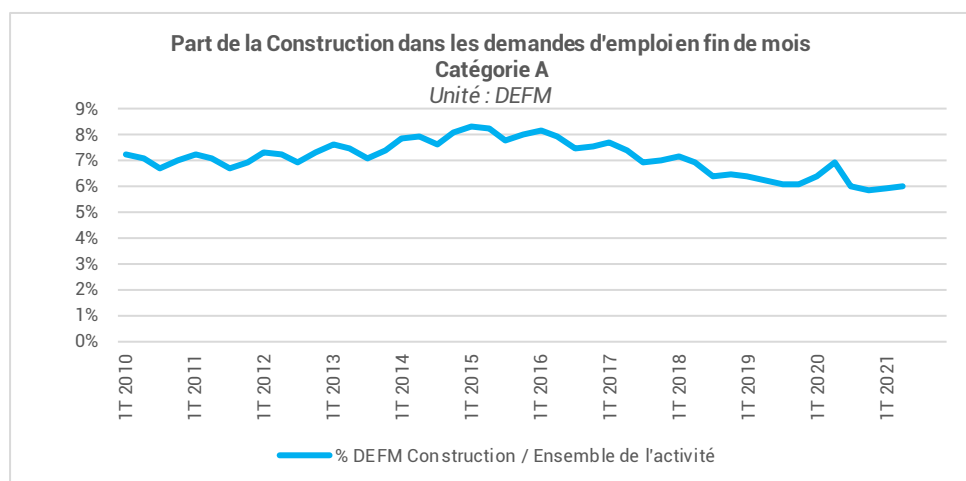
(EVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^{ème} trimestre 2021 - Evol 1 an		
DEFM Construction	43 298 DEFM	-21,3%	▼
DEFM tous secteurs économiques	715 970 DEFM	-9,9%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail).
Données brutes

4 Appareil de production

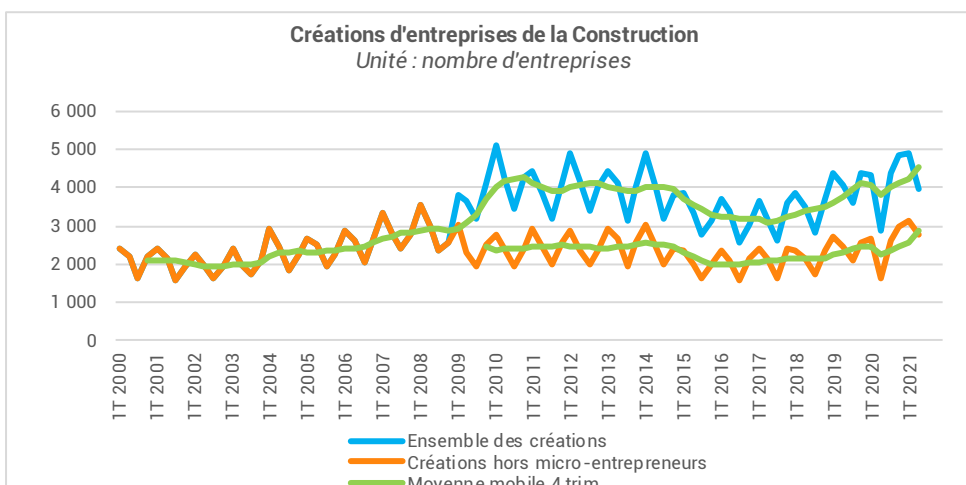
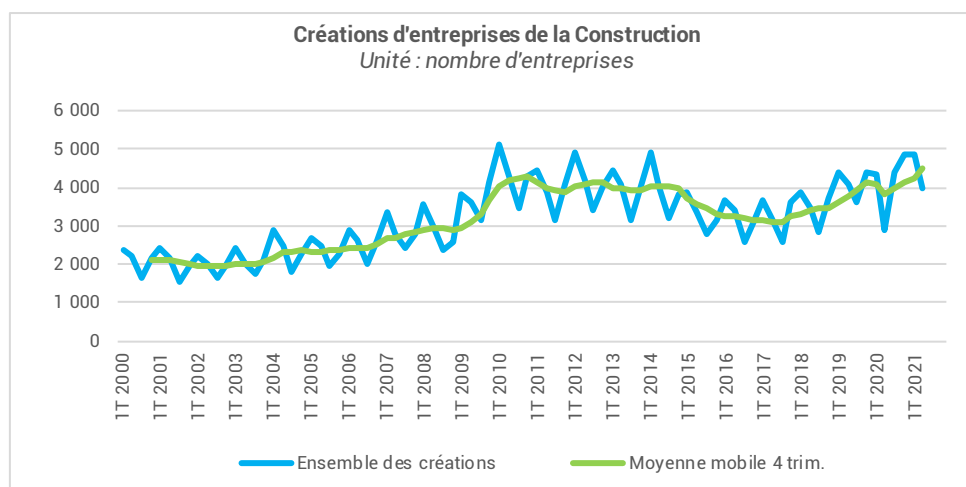
Créations et défaillances d'entreprises

EXPLOSION DE LA CREATION D'ENTREPRISES AU 2^{ème} TRIMESTRE 2021

En parallèle de la baisse des DEFM, le 2^{ème} trimestre 2021 est marqué par une forte hausse des créations d'entreprises dans le secteur de la Construction francilienne. Entre début avril et fin juin 2021, en Île-de-France, près de 4000 entreprises (3986) ont été créées, soit -37,5% de plus qu'à la même période l'année précédente (2^{ème} trimestre 2020). Cette tendance est plus marquée encore pour les créations hors micro-entreprises, qui ont augmenté de près de 70% (+69,5%) par rapport au 2^{ème} trimestre 2020.

Pour rappel, le 2^{ème} trimestre de l'année 2020 était marqué par une chute très importante de la création d'entreprises (-28,9% par rapport à l'année 2019). Cette forte hausse de la création d'entreprises au 2^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2020) est en partie due à la période de comparaison. Cette tendance est toutefois également visible sur les 4 derniers trimestres : la création d'entreprises de la Construction a augmenté de près de 20% (19,1%) sur les 12 derniers mois, par rapport aux 12 précédents. Ce chiffre grimpe à 29% pour les créations hors micro-entreprises. Le nombre de créations d'entreprises est, à la fin du 2^{ème} trimestre 2021, plus importante que le niveau prévalant avant la crise sanitaire.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2021 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 986 créations	+37,5%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 765 créations	+69,5%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	18 085 créations	+19,1%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	11 483 créations	+29,0%	▲



CREATIONS D'ENTREPRISES

AU 2^e TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

3 986 créations

+37,5% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

HORS MICRO-ENTREPRENEURS

AU 2^e TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

2 765 créations

+69,5% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Sources :
INSEE (données brutes)

4 Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

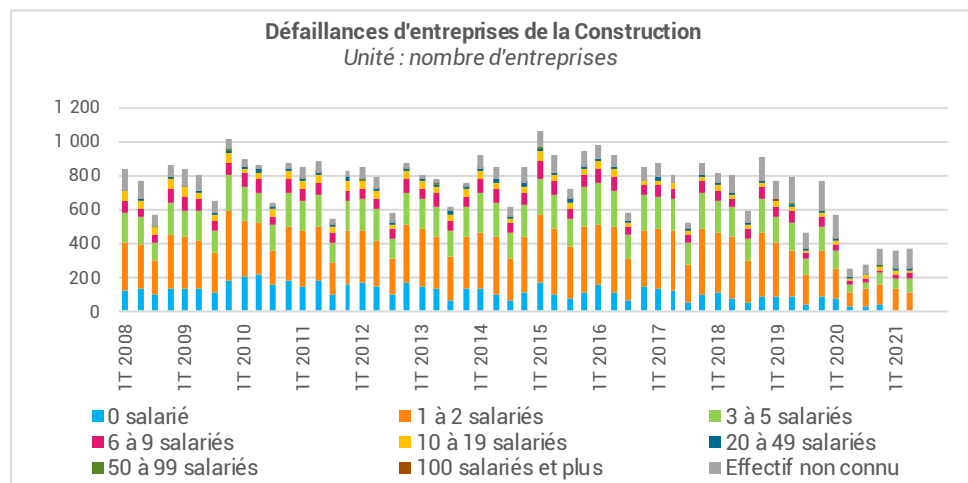
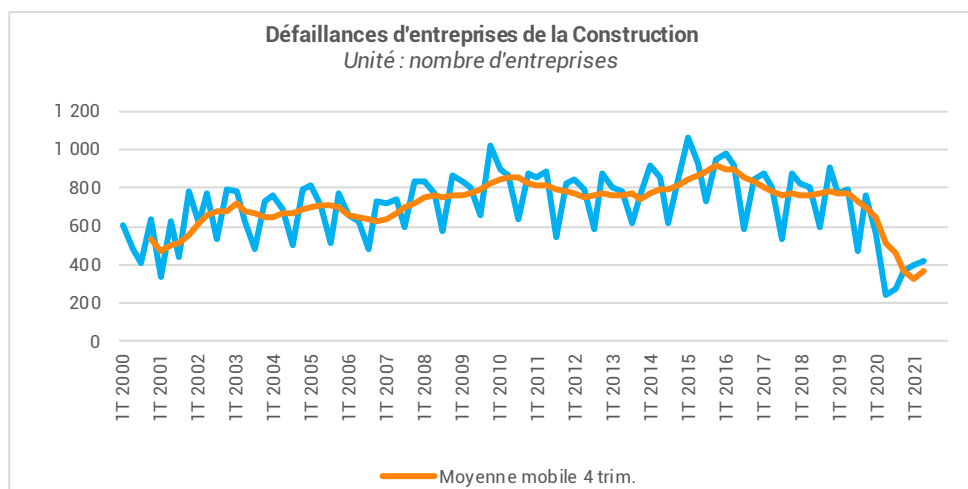
PLUS DE 400 ENTREPRISES DÉFAILLANTES AU 2^{ème} TRIMESTRE 2021

Au 2^{ème} trimestre 2021, les défaillances d'entreprises sont en forte hausse, par rapport au 2^{ème} trimestre 2020. On dénombre 416 défaillances entre début avril et fin juin 2020, soit +68,4% de moins qu'au 2^{ème} trimestre 2020. En nombre de salariés, les effectifs salariés des entreprises défaillantes augmentent également de près de 70% (69,3%) sur la même période, avec 1 383 salariés concernés. La grande majorité d'entre elles concernent des entreprises de moins de 10 salariés.

Bien que l'on constate une hausse du nombre de défaillances au 2^{ème} trimestre 2021 (étude sur longue période), une partie de la hausse est due à la période de comparaison, à savoir le 2^{ème} trimestre 2020, marqué par une très forte diminution des défaillances d'entreprises. Cette dernière était notamment due aux mesures mises en place pendant le 1^{er} confinement, visant à soutenir les entreprises.

Sur les 4 derniers trimestres, les indicateurs relatifs à la défaillance d'entreprises demeurent positifs. Les défaillances d'entreprises diminuent de près de 30% (-28,8%) sur les 12 derniers mois (de début juillet 2020 à fin juin 2021) par rapport à la même période l'année précédente, pour un total de 1 454 entreprises défaillantes. En nombre de salariés, ces défaillances concernent plus de 4 400 salariés, soit une baisse de plus d'un quart sur la période considérée.

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	416 défaillances	+68,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 454 défaillances	-28,8%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 383 salariés	+69,3%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 421 salariés	-25,8%	▼



DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.

AU 2^o TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

416 défaillances

+68,4% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjuncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjuncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Île-de-France

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75 015 - Paris

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : fiona.danglard.cerc@gmail.com

Site internet : <https://cercidf.fr/>